

**Arrêté préfectoral n° 07 - 2025 - 04 - 03 - 00 004**  
**portant déconsignation de la somme**  
**de 263 058 € (deux cent soixante-trois mille et cinquante-huit euros)**  
**correspondant au montant des garanties financières**  
**constituées conformément au b du I de l'article R. 516-2 du code de l'environnement**  
**par la société Porcher-Industries (PMGA), sur le site de la Barnaude, 752 rue Victor Barrès**  
**situé sur le territoire de la commune de Saint-Julien-en Saint-Alban (07000)**

**La Préfète de l'Ardèche,  
Chevalière de la Légion d'honneur,  
Officière de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;

**Vu** le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 ;

**Vu** les articles L. 518-2 alinéa 2, L. 518-17 et suivants du code monétaire et financier ;

**Vu** le décret NOR IOMA2319666D du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Ardèche ;

**Vu** le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, notamment son article 64 ;

**Vu** l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012114-0006 en date du 23 avril 2012 autorisant la société Porcher-Industries (PMGA) à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur le site de La Barnaude sur le territoire de la commune de Saint-Julien-en-Saint-Alban ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014-322-0019 en date du 18 novembre 2014 prescrivant à Porcher-Industries (PMGA) l'obligation de constituer des garanties financières d'un montant de 206 167 € (deux cent six mille cent soixante-sept euros) ;

**Vu** l'actualisation du montant des garanties financières réalisé le 30 janvier 2024 par l'exploitant, indiquant un nouveau montant de garantie à constituer de 263 058 € (deux cent soixante-trois mille et cinquante-huit euros) ;

**Vu** le récépissé de consignation du 26 juin 2024 remis par la caisse des dépôts et consignations attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'une consignation ;

**CONSIDÉRANT** la demande en date du 19 février 2025 reçue par courriel de Monsieur Stéphane DELUEGUE, pour la société Porcher-Industries (PMGA), sollicitant la déconsignation du montant de ses garanties financières constituées auprès de la caisse des dépôts et consignations ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche ;

## ARRÊTE

### **Article 1 : montant de la déconsignation**

Il est ordonné la déconsignation de la somme de 263 058 € (deux cent soixante-trois mille et cinquante-huit euros), augmentée des intérêts de consignation produits.

La caisse des dépôts et consignations déconsigne ladite somme à Porcher-Industries (PMGA), au moyen d'un virement et sur présentation de toute pièce justificative permettant de s'assurer de l'identité et de la qualité du demandeur.

### **Article 2 : publicité et notification**

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Julien-en-Saint-Alban et peut y être consultée.

Cet arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de l'Ardèche pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture de l'Ardèche, ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.


Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection des installations classées, le directeur régional des finances publiques (DRFIP) Auvergne-Rhône-Alpes, le maire de la commune de Saint-Julien-en-Saint-Alban, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à Monsieur Stéphane DELUEGUE pour la société Porcher-Industries (PMGA).

Privas, le **03 AVR. 2025**

Pour la préfète,  
le secrétaire général



John BENMUSSA